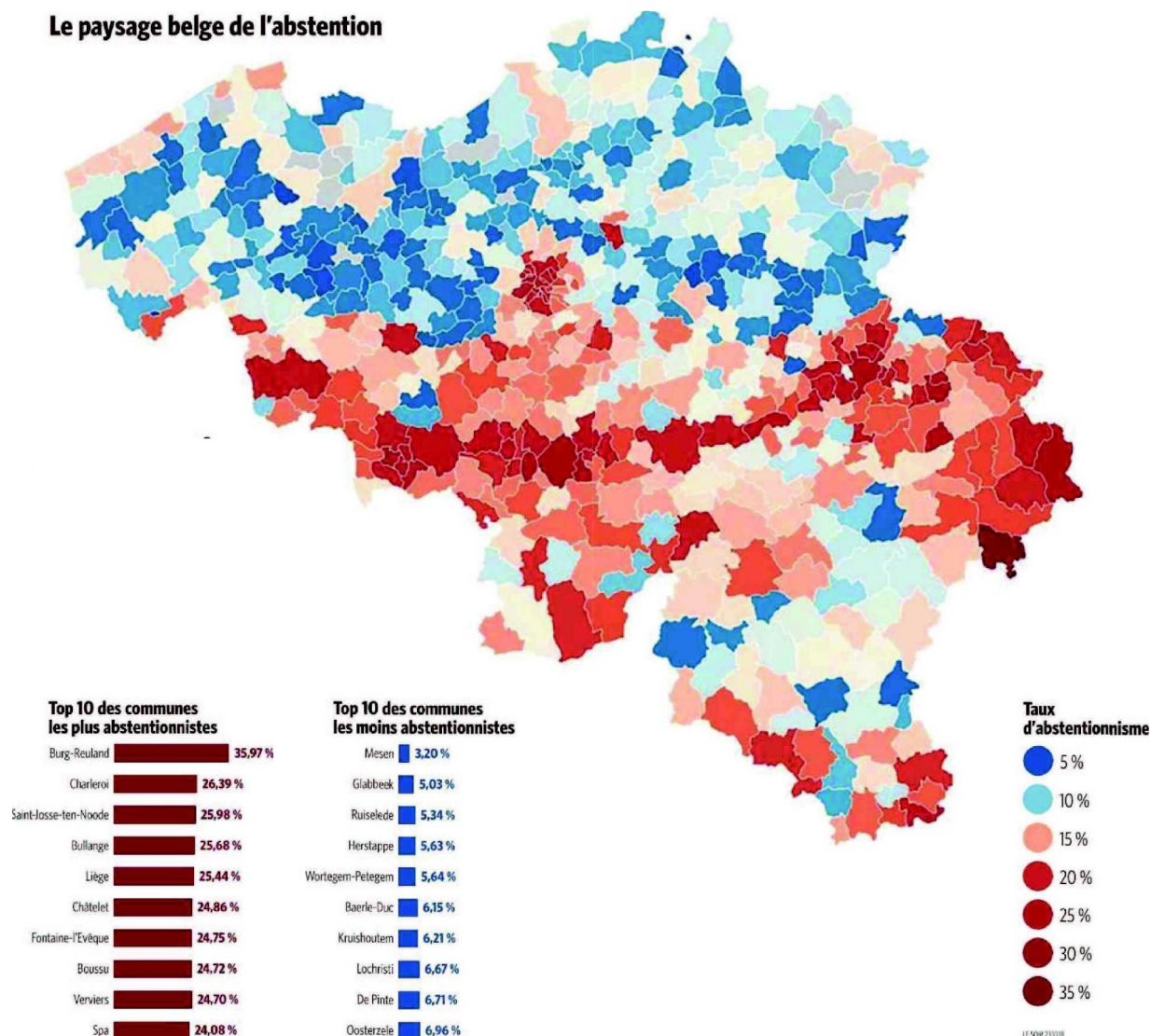


# Un francophone sur cinq n'a pas voté ou a mal voté

ÉLECTIONS A Charleroi, 26,39 % du corps électoral est concerné

## Le paysage belge de l'abstention



- ▶ A Bruxelles et en Wallonie, le taux de participation au scrutin communal tourne autour des 80 %.
- ▶ La non-participation électorale varie selon des facteurs locaux.
- ▶ Mais d'autres paramètres entrent en ligne de compte.

Leur nombre apparaît rarement dans les statistiques électorales. Ou alors, en vitesse, au soir du scrutin. Eux, ce sont ces anonymes qui ne votent pas, soit qu'ils ne se déplacent pas, soit qu'ils expriment un vote nul ou blanc et donc invalidé. Ces chiffres, nous les avons additionnés pour l'ensemble des communes du pays, afin de déterminer la participation électorale nette et son contraire.

Au fil des scrutins, leur nombre varie. Et dans une élection locale, il fluctue même fortement d'une ville à l'autre, de 3,20 % à Messines (Flandre orientale) à 26,39 % à Charleroi. Dans la métropole hainuyère, l'agglomération de ces électeurs non-participants fait même d'eux la deuxième force politique, derrière le PS et devant le PTB et le MR.

#### Désespoir démocratique ?

Signe d'un « désespoir démocratique » ? D'une demande électorale qui ne rencontre au-

cune offre lui correspondant ? Tirer des conclusions est tentant en cette période où le politique est blâmé pour les turpitudes de certains. On ne peut toutefois s'avancer sur cette voie, même s'il faut reconnaître que l'écart entre mandataire et mandant explique sans doute partiellement l'importance de ces « non-votants » en certains endroits.

Et pour cause ! Aucun instrument n'est là pour permettre l'ébauche d'une approche qualitative. L'électeur reste chez lui ! Est-ce pour raison de santé ? Parce qu'il en a marre des partis ? Personne ne lui pose la question. Quant à l'électeur qui rentre un bulletin nul, est-ce par erreur ou par choix délibéré ? A la limite, le bulletin blanc est le geste le plus signifiant (encore que...). Mais dans les bureaux de dépouillement, on ne les distingue pas des votes nuls. On ne sait dès lors rien des choix qu'ils recouvrent.

Face à cette énigme électorale, les chiffres que nous avons

compilés pour la Belgique montrent néanmoins certaines tendances qui peuvent permettre l'ébauche d'une explication. Ainsi le « non-vote » semble lié au niveau socioéconomique de la commune, de la région. Ce n'est pas un hasard si la participation électorale est plus forte en Flandre (88,86 %) qu'en Wallonie (81,59 %) et à Bruxelles (79,14 %). Et si le top cinq des villes wallonnes où celle-ci est la plus faible épouse

le tracé de l'ancien sillon industriel. Un Liégeois (19,75 %) ou Hainuyer (19,83 %) sur cinq ne va pas voter ou s'exprime de façon incorrecte. Un chiffre presque divisé par deux dans le Limbourg (10,42 %) et en Flandre orientale (10,47 %).

Par ailleurs, certains facteurs plus locaux entrent également en ligne de compte, comme la qualité de la campagne ou la polarisation électorale. Mais vu l'importance de cette « déperdition » démocratique, il semble utile de s'en préoccuper. ■

PASCAL LORENT

## l'experte « La tendance lourde est celle d'une participation en baisse »

#### ENTRETIEN

Refus de participer au jeu électoral ? Méconnaissance des règles ? L'absentéisme et l'abstentionnisme aux élections sont des phénomènes qui passionnent Vaia Demertzis, chercheuse au Centre de recherche et d'information socio-politiques (Crisp). Elle s'est d'ailleurs penchée sur le taux de participation net lors du dernier scrutin communal. Et elle se livre à l'analyse de ces chiffres. Un exercice difficile « car on n'a aucune possibilité d'avoir des informations sur les gens qui ne se déplacent pas ou sur les votes blancs ou nuls puisque ceux-ci sont comptabilisés ensemble ».

**Le phénomène est-il en augmentation ?**

Il faut parler de phénomènes

*car ils sont différents. Si on observe l'absentéisme, de 1994 à 2012, tant au scrutin communal que provincial, il est en augmentation dans les trois régions du pays. Par contre, pour les élections communales de cette année, on a une augmentation de la participation partout. Pour l'abstentionnisme, cela varie selon les régions et les*

*scrutins. En 2012, aux communales, il augmentait en Wallonie et à Bruxelles. Aux provinciales, il n'augmentait qu'en Wallonie. Enfin, cette année, l'abstentionnisme au scrutin provincial est de 10,45 % en Wallonie et de 6,6 % en Flandre, tandis que pour les communales, il est de 7,6 % en Wallonie et de 3,9 % en Flandre. On constate donc 3 % de différence entre les deux scrutins. On peut avancer plusieurs hypothèses pour l'expliquer : la méconnaissance, la volonté de se désintéresser du niveau provincial, voire de prendre une position politique par rapport à un niveau de pouvoir que l'on ne veut pas reconnaître.*

**On constate donc une hausse de la participation électorale ?**

Oui. Mais est-ce que cela veut dire que les citoyens ont décidé de s'impliquer ? On sort d'une période de quatre années sans élections, où l'on n'a plus demandé aux citoyens de se prononcer. Il sera donc intéressant de comparer ces taux avec ceux de 2019 et ceux des prochaines communales et provinciales. L'abstentionnisme varie fort également entre la Wallonie et la Flandre.

**Vous avez également calculé le taux de participation net. Comment évolue-t-il ?**

Ce taux varie lui aussi selon les régions et les scrutins. Pour la Wallonie et la Flandre, les élections provinciales sont le niveau où la participation nette est la plus faible. A l'inverse des communales qui attirent le plus d'électeurs : 81,6 % (au lieu de 81,9 % en 2012) en Wallonie ; 88,9 % en Flandre (pour 88,4 % en 2012). A Bruxelles par contre, cela se complique. Jusqu'en 2012, le niveau communal attirait moins. Cela peut s'expliquer par la présence importante d'une population étrangère qui ne comprend peut-être pas toujours le système, s'inscrit puis ne va pas voter. La participation nette était ainsi de 78,1 % en 2012 et de 79,1 % cette année. Ce scrutin a donc attiré moins d'électeurs que les fédérales de 2014. Le niveau d'intérêt du citoyen va donc varier en fonction du territoire sur lequel il vit.

**Ce désintérêt relatif est-il signi-**

**ficatif ?**

C'est compliqué de répondre dans la mesure où ce taux de participation net évolue différemment selon les régions. Et jusqu'ici, on avait rarement mis en avant ce taux de participation net ou cet abstentionnisme net. Mais cette tendance existe déjà depuis plusieurs scrutins. Et certaines variables locales jouent également au niveau communal. Ainsi à Molenbeek-Saint-Jean en 2012, un quart des électeurs n'avait pas été voter. Cette année, le taux de participation est remonté de 3,5 %, à 77,7 %. A partir du moment où le citoyen se trouve face à une polarisation, avec des projets de société qui s'affrontent ou une personnalisation importante du scrutin, il se trouve impliqué dans le débat, la campagne.

**Ce phénomène est-il limité aux grandes villes, à l'ancien sillon industriel ?**

Au départ, il y avait un fort taux d'abstention dans les régions rurales. Mais on constate désormais une urbanisation progressive de l'abstentionnisme. Il faut alors se référer

aux données socio-économiques ou au taux d'alphabétisation. Les votes blancs ou nuls pourraient être plus marqués dans les villes où il y a plus de gens analphabètes. Il y a aussi le phénomène des nouveaux votants. Plus ils sont nombreux, plus le risque existe que certains ne comprennent pas encore notre système électoral. En Région wallonne, on observe également que l'abstentionnisme est plus marqué dans les zones frontalières. Les électeurs sont peut-être moins intéressés par la politique belge car leurs liens avec le pays voisin sont plus importants. Il y a donc différents phénomènes à l'œuvre ainsi que des logiques locales pour expliquer ces variations. Toutefois, la tendance lourde est celle d'une participation en baisse.

**Comment remédier à ce que ressemble à un renoncement démocratique ?**

De différentes manières. Mais il y a au moins un élément avéré chez le citoyen : l'impression de déconnexion des politiques par rapport à sa vie. Les listes citoyennes pourraient peut-être

remédier à cela. Un élément intéressant également, c'est la notion de décumul. Avoir son échevin ou son bourgmestre sur son territoire semble prendre le pas dans la population sur le fait qu'il soit le relais de problématiques ailleurs. Et à Bruxelles, les cinq communes où la participation est la plus forte sont celles du sud-est bruxellois. C'est-à-dire des communes où le niveau socio-économique et socio-éducatif est le plus élevé. C'est un public sans doute plus conscient que la politique a un impact sur sa vie. D'où l'importance d'éduquer à la population à la citoyenneté, à l'influence que le citoyen peut avoir sur l'acteur politique et à

la responsabilité positive qu'il peut exercer en émettant sa voix et en donnant son avis. Il y a une grande impression de déresponsabilisation collective. Elle est parfois liée au fait d'être en capacité de se penser en tant que membre d'une communauté. Cela ressort de l'image de soi, de comment on se pense dans le cadre d'une communauté en étant partie prenante à la vie politique. Cela passe aussi par une autre conception du politique et du mandat qu'il reçoit. Cela nécessite une remise en question ; on y vient tout doucement depuis quelques mois. C'est une question politique fondamentale pour les années à venir. Ne pas l'avoir risqué de pénaliser certaines formations politiques. ■

Propos recueillis par  
PASCAL LORENT